Amicale infos

des ingénieurs généraux des ponts, des eaux et des forêts

n°15 1° trimestre 2016

Site Internet de l'amicale http://aiggref.portail-gref.org

Dans ce numéro

- ✓ Editorial
- ✓ Le Nouvel An de l'Amicale
- ✓ Réunions mensuelles
- ✓ Rencontre du groupe PACA
- ✓ Visite ville et biomatériaux
- ✓ Informations diverses
- ✓ Carnet
- ✓ Publications signalées
- ✓ Prochaines activités
- ✓ Bulletin d'adhésion 2016



Editorial

Donner la parole au trésorier, c'est s'exposer à ce qu'il parle gros sous – ou plutôt, tout de même chez nous, « petits » sous – et qu'il nous écrase de chiffres ! Rassurez-vous, je vais effectivement parler chiffres, mais pas des montants financiers, du nombre des adhérents à notre association.

A l'occasion de la cérémonie de vœux du 8 janvier 2016, trois camarades ont encore payé leur cotisation 2015 portant à 310 le nombre d'adhérents pour cette année.

Lors de l'assemblée générale du 28 mai 2015, nous avions décidé d'afficher un objectif volontariste d'augmentation de nos effectifs d'une vingtaine d'adhérents. Nous avions 298 adhérents en 2014, cette ambition nous conduisait à 318 adhérents.

Nous n'y sommes pas encore ; à 310 adhérents, nous avons fait un peu plus de la moitié du chemin. Verre à moitié vide ? Ou verre à moitié plein ? Allez, soyons positifs et confiants : verre à moitié plein, et même un peu plus ! Et décidons de continuer !

Dès le 8 janvier, 110 camarades avaient cotisé pour l'année 2016 ; nous en sommes aujourd'hui à 208 : tâchons donc de rester dans cette dynamique de croissance.

Non pas pour faire un score, non pas pour en tirer gloriole. Mais parce que, plus nombreux, nous serons mieux en mesure d'organiser des actions variées et répondant aux vœux de chacun. Parce que, plus nombreux, nous saurons faire plus et mieux de notre association un lieu de rencontre et de découverte, un lieu de convivialité et d'amitié.

Alors, et c'est plus le « collègue-et-néanmoins-camarade » que le trésorier qui vous le dit : saisissez-vous sans attendre de votre carnet de chèques, renseignez le bordereau d'adhésion que vous trouverez en dernière page du présent bulletin trimestriel (soyez particulièrement précis et lisible sur votre adresse électronique), remplissez et signez le chèque et, hop, retournez-nous tout ça à l'adresse indiquée !

Bien amicalement,

Charles Dereix

AIGPEF - 251 rue de Vaugirard – 75732 Paris Cedex 15
Directeur de la publication : Sophie Villers – **Rédacteurs en chef :** Laurent Pavard et Anne-Marie Ropert
Comité de rédaction : Charles Dereix – Alain Le Jan – Raymond Levasseur –Constant Lecœur Gérard Mathieu

Le Nouvel an de l'Amicale



8 janvier 2016

Comme tous les ans, l'ENGREF a accueilli l'Amicale pour la cérémonie des vœux. Tous les adhérents ainsi que les responsables d'institutions et d'administration ont été invités par Sophie Villers, la présidente de l'AIGPEF, à se retrouver le vendredi 8 janvier 2016 à 11 heures pour écouter une conférence préparée par Guillaume Benoit, IGPEF au CGAAER, avant d'apprécier le traditionnel buffet.

Guillaume Benoit a présenté le rapport du CGAAER sur « les contributions possibles de l'agriculture et de la forêt à la lutte contre le changement climatique », rapport commandé dans le cadre de la COP 21. Vous trouverez sur le site de l'Amicale le diaporama présenté dont le titre situe bien l'enjeu :

« Le secteur des terres (agriculture, forêts et sols) face au double défi alimentaire et climatique »



Le GIEC, dans son dernier rapport (2014), a enfin reconnu la spécificité et l'importance « unique » du « secteur des terres ». D'un côté, l'agriculture, la forêt et la sécurité alimentaire sont très menacées par le changement climatique, notamment en Afrique, Méditerranée du Sud et Asie du Sud, alors qu'il faut produire au moins 60% de plus d'ici 2050 et que l'agriculture fait vivre directement 2,4 milliards de personnes. Le risque est celui de migrations et d'instabilités de grande échelle du fait des sécheresses, de la baisse de productivité agricole et d'un accès insuffisant à l'eau agricole. De l'autre, le vivant peut, grâce à la photosynthèse, stocker du carbone dans les sols, la biomasse et les produits bio-sourcés, et venir en substitution aux produits conventionnels (ciment, acier, hydrocarbures, plastiques..) très émissifs de GES. En jouant sur plusieurs leviers (offre et demande), le secteur des terres pourrait ainsi représenter, selon le GIEC, 40% du potentiel mondial d'atténuation à l'horizon 2030. Le défi mondial consiste par suite à réussir une intensification durable pour conjuguer la sécurité alimentaire, l'adaptation et l'atténuation. Il convient notamment d'investir dans le stockage de l'eau et l'extension de l'irrigation (pour un coût chiffré à 225 milliards de $ par le GIEC) et à réussir la transition agro-écologique, à « recarboner la biosphère » et pas seulement à « décarboner l'économie ». L'initiative « 4 pour 1000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat », adoptée à la COP 21, entend y apporter sa contribution.



Le rapport demandé au CGAAER par le Ministre Stéphane Le Foll s'est appliqué à chiffrer le bilan GES 2012 du secteur des terres en France et à proposer un scénario d'atténuation réaliste à l'horizon 2030. Il montre que le secteur des terres pourrait représenter de un tiers à la moitié de l'objectif national d'atténuation 2030. Les axes de progrès sont : 1 – la transition agro-écologique, 2 – une gestion et valorisation plus dynamique de la forêt-filière bois et de la bioéconomie, 3 – une réduction des taux de pertes en terres agricoles et en prairies permanentes et des gaspillages alimentaires. La réussite de l'atténuation suppose cependant celle de l'adaptation sachant que le pays est en voie rapide de forte « méditerranéisation ». Si la transition agro-écologique peut y

apporter sa contribution, un recours accru au stockage et à la mobilisation de l'eau sera aussi nécessaire pour répondre aux besoins croissants de l'étiage. Les comparaisons internationales montrent à cet égard que la France dispose d'une ressource en eau très abondante (la consommation, tous secteurs confondus, ne représente que 3% des écoulements annuels moyens) et est encore relativement peu stockée et mobilisée.

C'est à chaque territoire de développer sa propre solution tout en prenant en compte les enjeux globaux (climat et sécurité alimentaire). L'accord signé à la COP 21 stipule d'ailleurs dans son article 2 qu'« il convient d'accroître la capacité à s'adapter et à promouvoir un développement à faibles émissions de GES d'une façon telle que la production alimentaire ne soit pas menacée ». De nombreux exemples dans différents contextes montrent la possibilité de progrès majeurs par l'agro-écologie et la meilleure gestion de l'eau et des sols (initiative 4 pour 1000).

Pour en savoir plus:
Rapport du CGAAER n°14056[1]
Étude INRA[2]
Initiative 4 pour 1000[3]

Après cette conférence qui a soulevé beaucoup d'intérêt parmi les participants, la présidente de l'AIGPEF, Sophie Villers, a présenté ses vœux à l'assemblée réunie dans le gymnase où avait été dressé le buffet. Environ 200 personnes ont partagé ce moment :

« Chers amis,

Je suis ravie de vous accueillir et de vous transmettre au nom des membres du bureau de l'Amicale, tous nos vœux pour 2016. Que cette nouvelle année vous offre le meilleur.



L'expression de deux sentiments guidera mon propos : le regret et la joie ou, plus exactement, un regret et des joies, ce qui est une introduction plus optimiste.

- Un regret :

L'an passé j'avais évoqué le potentiel d'une complémentarité de l'action associative et de l'action syndicale aux côtés de celle du Chef de corps, complémentarité mise au service de la réussite de la fusion conduite par l'administration.

Toutefois l'année qui vient de s'écouler me laisse interrogative sur les moyens mis en œuvre pour soutenir cette réussite, n'ayant pu que constater que, si notre Corps avait un chef, sa tête semblait être ailleurs.

Mes propos ne veulent nullement remettre en cause la compétence personnelle de celui qui fut nommé Chef de corps en mai dernier mais soulignent le risque qui a été pris de casser la dynamique précédemment engagée en nommant une personnalité, ayant déjà de larges responsabilités, à sept mois de son départ en retraite.

Et pourtant l'actualité sur les enjeux du changement climatique est une réelle opportunité pour donner tout son sens au rapprochement entre « Ponts et chaussées » et « GREF ».

En effet, passer à l'action pour donner vie à l'Accord de Paris, c'est être en capacité à la fois de décarboner l'économie et de recarboner la biosphère.

Le corps des IPEF qui réunit en son sein l'ensemble des savoir-faire pour répondre à cette double exigence a en conséquence vocation à jouer un rôle majeur pour relever le défi climatique.

La prochaine sortie que nous organisons le 22 janvier prochain sur le thème « ville et biomatériaux » donnera une illustration de cette intelligence collective qui peut être mobilisée au service des politiques publiques. Je vous invite à vous y inscrire si vous ne l'avez déjà fait.

Mais il y a d'autres risques que ceux liés au changement climatique.

Ont en effet émergé les risques liés au changement de climat engendré par la réforme territoriale. Et l'origine de ce changement qui touche nombre de nos camarades est, sans contestation possible, totalement anthropique.

[1] http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/rapport_agriculture_14_fev_2015_version_finale_cle45a8c5.pdf
[2] http://inra-dam-front-resources-cdn.brainsonic.com/ressources/afile/237958-637ec-resource-etude-reduction-des-ges-en-agriculture-synhese-90-p-.html
[3] http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/1509-climat-4pour1000-fr-bd.pdf

Face à ce contexte déstabilisant où DRAAF et DREAL sont implantées et organisées selon des schémas dont la logique échappe à la rationalité du scientifique, il est regrettable qu'aucune des instances pilotées par le Chef de corps n'ait été réunie pour a minima s'interroger sur les risques de perte d'attractivité du corps pour les jeunes et de perte de compétences techniques de l'Etat sur le terrain.

Formulons l'espoir que la nomination de notre nouveau chef de corps sera l'expression d'un signal positif donné par ceux qui nous gouvernent sur l'ambition qu'ils portent pour les IPEF.

- Des joies

La première est de vous retrouver fidèles à ce rendez-vous annuel de notre Amicale, joyeuse parenthèse rappelant que les parcours professionnels offrent de belles opportunités de liens amicaux.

Mais c'est aussi la joie d'avoir pu continuer, avec une Amicale forte de plus de 300 adhérents, à proposer un programme soutenu de balades, visites et rencontres alliant savoirs et découvertes à l'image de l'esprit que nous cherchons à insuffler.

Je remercie vivement tous ceux, IPEF comme non IPEF, qui nous ont offert de leur temps pour l'organisation de ces manifestations.

Joie encore d'avoir pu à nouveau relever le défi de l'organisation de voyages offrant l'opportunité de s'écarter des sentiers balisés par les agences de tourisme.

Après la Pologne et ses forêts en octobre dernier, nous nous envolerons en avril prochain vers un pays où les passionnés de biodiversité pourront se délecter : le Costa Rica. Il peut être relevé que forêts et biodiversité sont deux thématiques dont l'intérêt est partagé entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement.

Et puis une petite joie : celle de nous être enfin équipé d'une sono avec micro. La publicité de ce matériel vante ses qualités pour haranguer les foules dans des réunions municipales ou sur les marchés : je me contenterai de vous sussurer que le règlement de votre adhésion pour 2016 me procurerait une joie supplémentaire.

Je tends à présent le micro à Pierre-Alain Roche qui a été chargé de l'organisation de la commémoration du tricentenaire de la création du corps des ingénieurs des ponts et chaussées.

Nous avons souhaité qu'il puisse nous donner quelques informations sur l'avancement du projet et l'esprit selon lequel il est construit. ».

Réunions mensuelles

Rappelons que les manifestations mensuelles de l'Amicale ont lieu le mercredi de la 3ème semaine pleine de chaque mois et sont l'occasion de célébrer des ***entrées dans l'honorariat*** *de nos camarades. Elles permettent également de marquer un événement important, comme une* ***présentation de livre****.*

Le 16 décembre 2015
entrée en honorariat de Bernard Bezeaud

Constant Lecœur a retracé le parcours professionnel de Bernard Bezeaud lors de la cérémonie organisée par l'AIGPEF le 16 décembre 2015, à l'occasion de son entrée en honorariat.



Après l'Agro à Paris-Grignon, Bernard Bezeaud a suivi les enseignements de l'ENSSAA à Dijon, avant de partir accomplir son service national au Pérou. Sa carrière s'est ensuite entièrement déroulée dans le champ de l'économie agricole et du développement rural : Chef du SEA à la DDA du Puy-de-Dôme, puis de l'Aube, chef du SREA à la DRAF Centre, Bernard Bezeaud goûte en 1994 à la DEPSE aux joies de l'administration centrale dans la sous direction de la modernisation des exploitations. Il accède ensuite aux responsabilités de DDAF, d'abord en revenant dans l'Aube, puis en Haute-Vienne.

C'est à ce poste de Limoges qu'il est repéré par le directeur du CNASEA qui en fait son adjoint, position éminente qu'il conservera au fil des transformations de cet établissement public, et aux côtés de plusieurs directeurs généraux, jusqu'à assurer, à la veille de sa retraite, l'intérim du PDG de l'ASP.



Bernard Bezeaud devait souligner la part due à l'improbable dans ce parcours présenté comme rectiligne : depuis le retour de coopération au Pérou, à contretemps, qui allait priver le jeune ingénieur d'agronomie d'une affectation en lycée agricole, jusqu'à la délocalisation du CNASEA à Limoges que l'adjoint en charge de l'opération n'accomplira finalement pas, et qui lui permettra d'accéder au poste de directeur général adjoint du plus important Organisme Payeur.

C'est donc à Limoges que Bernard, limousin d'origine puisque natif de la Creuse, se retire pour une retraite bien méritée.

Soirée Costa-Rica le mercredi 17 février 2016

Par Jean Jaujay

Une trentaine de participants ont pu en première partie apprécier un diaporama sur le Costa Rica présenté par Daniel Guinard. Nous avons pu admirer de belles photos montrant la faune et la flore des différents biotopes visités –il y a 2 ans- forêt sèche, humide, de montagne, paysages volcaniques et balnéaires, vie quotidienne dans la rue de la capitale et auprès d'une tribu indienne proposant des gites ethno-éco-touristiques.

En seconde partie, son excellence Gabriel Macaya, ambassadeur du Costa Rica, et son ministre-conseiller Manuel Morales ont présenté de manière conviviale leur patrie.



C'est bien la diversité naturelle de la côte caraïbe que Christophe Colomb a voulu souligner en la désignant Costa Rica (il n'y avait ni or ni argent).

L'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique centrale a été décrétée en 1821, mais sans violence, contrairement aux voisins du nord Mexique et du sud Colombie ; le Costa Rica situé à la frontière sud de la confédération, quelque peu oublié, s'est développé de manière autonome. En 1843, suite à une invasion de voisins du nord repoussée, le pays a pris ses distances vis-à-vis de la confédération[4], jusqu'à prendre son indépendance en 1848. Le pays a conservé des contacts avec l'Europe et un attachement particulier pour la France (le drapeau national est ainsi constitué de 2 bandeaux tricolores opposés et horizontaux).

[4] Les Provinces unies d'Amérique centrale (Provincias Unidas del Centro de América en espagnol) étaient une république fédérale d'Amérique centrale qui exista entre juillet 1823 et 1839. En 1824, la fédération prit le nom de République fédérale d'Amérique centrale (República Federal de Centroamérica en espagnol). Sa capitale fédérale fut Guatemala jusqu'en 1834 puis Sonsonate (Salvador) pendant un court laps de temps et enfin San Salvador de 1834 à 1839.
Basée sur le modèle des États-Unis d'Amérique, les Provinces unies d'Amérique centrale étaient composées des États du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, ainsi que le Chiapas, actuellement incorporé au Mexique. Dans les années 1830, un sixième État fut inclus : Los Altos, dont la capitale était Quetzaltenango, qui correspond à ce qui est aujourd'hui l'ouest du Guatemala.

Le Costa Rica a vécu un processus de développement lent mais autonome et particulier :

- le premier lycée de jeune filles a été créé en 1863 ;
- en 1921, dernier coup d'État militaire et disparition de la caste militaire ;
- en 1940, création d'une sécurité sociale à couverture totale, conduisant à l'émergence d'une classe moyenne ;
- en 1948, suite à une guerre civile, dissolution de l'armée, modification de la Constitution la proscrivant, conduisant à une stabilité politique pérenne.

Le Costa Rica, pays typique de l'Amérique Centrale, a eu une prise de conscience environnementale tardive : entre 1950 et 1982, la couverture forestière est passée de 50 à 23%. À partir de 1982, la classification en parc naturel des 23 % restants et une législation forestière adaptée (exploitation soutenable) ont conduit à 52/54% de couverture forestière aujourd'hui.

L'économie a évolué de l'exportation du café et de la banane à celle de l'ananas, et les services représentent désormais 50% du PIB à travers le tourisme et les technologies de pointe (centre d'ingénierie d'Intel).

Le premier partenaire sont les USA, qui représentent 40% des échanges ; l'Europe (principalement l'Allemagne) compte pour 40%. La balance franco-costaricaine des échanges est en faveur du Costa Rica (ananas vs produits variés). L'ambassade s'efforce de convaincre les exportateurs français d'être plus actifs.

Sans budget militaire, l'État peut consacrer 7,5% de son PIB à l'éducation, gratuite, dont 1,5% pour le supérieur mais, à l'aune des tests d'évaluation, les résultats restent médiocres : la scolarité moyenne est de 9 ans et non 12-13 ans comme souhaité (commentaire informé d'un ancien Recteur d'université !).

L'indice du développement humain est semblable à celui de Panama soit 0,763 environ[5], alors que les autres pays d'Amérique centrale sont plutôt autour de 0,6 (Guatemala : 0,581; Nicaragua : 0,599; Honduras : 0,632). Cela conduit à une forte migration en provenance du nord essentiellement guatémaltèque ; la similitude de langue de culture et de climat conduit à une intégration rapide.

Le pays a annoncé sa volonté d'atteindre en 2021 l'objectif « zéro carbone » (bicentenaire de l'indépendance) et 98% de son électricité (10 TWh ; 3000 MW) est déjà d'origine renouvelable (hydraulique, géothermie et éolien) ; mais son développement se heurte à de fortes contraintes environnementales (impact sur les parcs et les écosystèmes). Cependant 50% de l'énergie consommée est liée au transport, et le pays reste dépendant des hydrocarbures fossiles.

Enfin l'Ambassadeur a informé de l'absence du virus Zika et de la prévalence de la Dengue.

Après s'être livré à un moment de question-réponse, il est resté au pot qui a suivi acceptant de continuer à répondre aux participants qui le sollicitaient.

Madame Matinez, directrice de l'agence organisatrice du voyage, était également présente à cette rencontre.

Nota :
- terres agricoles : 37% (cultures 4,9% ; cultures permanentes 6,7% ; prairies permanentes 25,5%), forêts : 52%, autres : 11%);
- répartition du PNB 2015 : agriculture : 6%, industries : 20%, services : 74% ;
- Le Costa Rica est membre observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie depuis 2014.
- Le 11 avril est férié : *dia de Juan Santamaría* (héros national).

Rencontre du groupe PACA les 27 et 28 avril 2015

Par Jean-Claude Coquet

Le compte rendu de cette rencontre est parvenu avec un peu de retard à l'amicale. Le voici :

Huit IGPEF honoraires de PACA (Y. Birot, J.Carlès, L.Charbonnel, B.Cochard, JC.Coquet, C. Fresquet, P.de Saint-Lager et R.Séverac), dont cinq accompagnés par leur épouse se sont retrouvés les 26 et 27 mai 2015 dans la région de Manosque (Alpes de Haute-Provence).

Ces journées avaient été préparées par Christian Fresquet, nouveau venu dans la région, et Patrice de Saint-Lager : elles ont été une réussite complète.

[5] Le meilleur élève de la classe est la Norvège avec un indice de 0,944

Nous nous sommes retrouvés le mardi 26 mai à midi pour déjeuner ensemble à Manosque dans l'hôtel où nous avons également passé la nuit. Les visites se sont ensuite enchaînées : vieille ville de Manosque, château de Sauvan (curiosité XVIII e siècle en Provence), village de Forcalquier, Prieuré de Salagon, Prieuré de Ganagobie, village de Lurs et, pour finir, visite guidée de l'observatoire astronomique de Haute-Provence, où fut découverte la première exoplanète. Dispersion en fin d'après-midi le mercredi 27.





La ville et les biomatériaux
Compte-rendu de la tournée de l'AIGPEF
Vendredi 22 janvier 2016 à Champs-sur-Marne

Par Michel de Galbert

Participants : André Barbaroux, Lucien Bollotte, Dominique Defrance, Michel De Galbert, Bruno Depresle, Dominique Gagey, André-Jean Guérin, Sylvie Hubin-Dedenys, Jean-Jacques Lafitte, Laurence Lefebvre, Alain Le Jan, Sylvain Marty, Jozy Mazodier, Jacques Mordant, Didier Pinçonnet, Roland Renoult et son épouse, Chantal Rey, Michel Rostagnat, Louis-Michel Sanche, André Soubeiran.

Invités par l'AIGPEF, 22 camarades issus de la sphère agriculture et de celle de l'équipement assistaient à cette visite de la « Bio-Vallée » de Champs-sur-Marne, à l'est de Paris sur le thème de la ville et des biomatériaux.

Visite du FCBA



Pour ouvrir cette journée très dense, Georges Henri Florentin, directeur général, nous recevait chaleureusement avec un café au FCBA (institut technique Forêt Cellulose Bois-construction et Ameublement).

Le FCBA résulte de la fusion de l'ancienne AFOCEL, institut technique de la filière pâtes papiers cartons et du CTBA, institut technique du bois et de l'ameublement.

Le siège du FCBA a été déplacé l'an dernier du centre de Paris à Champs-sur-Marne, cité Descartes. Cas unique en Europe c'est un institut qui concerne la filière-bois dans son ensemble. Celui-ci est aussi implanté à Bordeaux, Grenoble, Cestas et a 5 délégations en France. La proximité de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'université Paris-est, et d'autres écoles d'ingénieurs ou organismes de recherche est un atout.

C'est un centre technique industriel, établissement sans capital, employant 340 personnes, considéré comme une entreprise privée. Il est financé par une partie de la taxe affectée du CODIFAB (Comité Professionnel de Développement des Industries Françaises de l'Ameublement et du Bois), et des contrats privés.

Son activité se répartit en innovation-recherche, normalisation, formation et contrats avec des sociétés privées.

Le FCBA est amené à s'adjoindre dans ses compétences l'économie d'entreprise, le numérique, l'effet de serre, les sciences humaines et sociales ; on s'aperçoit en effet que plus une société est développée et moins elle supporte que l'on coupe un arbre, ce qui est pourtant un acte de gestion élémentaire.

L'association avec les autres matériaux est également une voie d'avenir que cette implantation justifie : un pont bois-béton est en construction actuellement dans les Alpes-Maritimes, le bois travaillant bien en flexion tandis que le béton travaille mieux en compression.

Il est important que les forestiers produisent des matériaux de qualité même si l'on ne sait pas actuellement quel usage on en fera dans le futur. Le FCBA ne travaille pas sur le bois énergie car c'est un usage qui doit être rejeté au maximum en fin d'usage.

Le Fonds forestier national n'a pas été remplacé car on plafonne les taxes affectées. Et de ce fait non seulement on ne renouvelle pas suffisamment la forêt mais d'autre part on n'a pas assez de moyens pour entretenir des organismes de recherche appliquée et de diffusion des connaissances.

Une visite des laboratoires complétait cette intéressante discussion, comprenant notamment des robots mettant à l'épreuve d'usure un certain nombre de meubles ou de matériaux comme des mousses. La matériauthéque recèle également un ensemble de matériaux d'avant-garde comme du bois souple utilisé pour des ceintures ou du carton de « construction » ou d'emballage très résistant.

Le Pôle de compétitivité « Ville Advancity »



En deuxième étape, Florence Castel, directrice générale, nous recevait au pôle de compétitivité « Ville Advancity », le seul en France dédié à la ville durable. Il réunit 460 membres composés de grands groupes, de centres de formation, de laboratoires.

Il labellise 400 projets par an et en finance 152 soit au total 450 millions d'euros d'investissements dont 162 millions de subventions.

Il supporte généralement les innovations technologiques comme le numérique avec une approche système et partenariale. Ils éditent un vade-mecum pour les collectivités, fondé sur les quatre C : compétitivité, créativité, convivialité, conservation. Ville Advancity ne fait pas de R&D, mais sa logique est de soutenir des projets collaboratifs durables, en s'intéressant au créneau des projets pilotes qui suit précisément le segment de la R&D.

Ville Advancity travaille également à l'étranger, à Berlin, Sao Paulo et pour 20 mégapoles en partenariat avec la Banque mondiale.

La discussion a porté sur l'introduction de la ferme dans la ville, du bilan énergétique, du matériau-bois dans la construction destiné notamment à surélever les villes, en économisant la terre agricole, sujets encore nouveaux dans le pôle.

Déjeuner au restaurant de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFFSTAR).



École nationale des ponts et chaussées

Gilles Robin, directeur adjoint, nous a présenté cette école très ancienne fondée en 1747, déplacée en 1997 à Marne-la-Vallée. Cette école décerne 260 diplômes d'ingénieur, 122 Mastères 70 thèses de doctorat, 198 Master spécialisés et 175 MBA.

Les principales disciplines sont le génie civil, l'environnement, les transports, le génie mécanique, le génie industriel, les sciences économiques et les sciences mathématiques et informatiques. La pédagogie est basée sur les projets, les études de cas et de situations complexes dans un esprit d'ouverture sanctionnée par des doubles diplômes comme ingénieur-urbaniste ou ingénieur-architecte.

L'école regroupe également 11 laboratoires ; c'est la quatrième école d'ingénieur après l'X, les Mines, Centrale. Le salaire de sortie est de 40 000 €. Il y a 32 accords de double diplôme avec la Chine, le Japon, le Vietnam, et des pays de la Méditerranée. 40 % des étudiants sont étrangers.





Le bâtiment CORIOLIS à énergie positive visité ensuite, est un bâtiment à haute qualité environnementale, déjà conforme aux objectifs fixés par la norme pour 2025. Fait rare, il a coûté moins cher que son budget initial de 22,5 millions d'euros. Son énergie de chauffage est de 35 kWh par mètre carré et par an grâce à une pompe à chaleur de 620 kW pour 5000 m² utilisée à 30 % de ses capacités. De ce fait les dépenses d'énergie se répartissent en bureautique (42 %), l'éclairage (20 %) et le chauffage (6 %). Les panneaux photovoltaïques ont payé la toiture.

l'IFSTTAR



Pour terminer, Claire Sallenave, directrice déléguée du site de Marne la Vallée, nous faisait enfin visiter l'institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux, produit de la fusion en 2011 de deux instituts, l'un consacré à la route (LCPC laboratoire central des ponts et chaussées) et l'autre consacré aux transports (Institut National de Recherche sur les Transports–INRETS).

Les principaux thèmes traités sont la route de cinquième génération (économie durabilité), la maîtrise des cycles de vie, des risques naturels, la relation des villes et des territoires, la mobilité, les infrastructures et leurs impacts. L'institut emploie 1150 agents, avec un budget de 100 millions d'euros constitué à 80 % de crédits publics. Il a d'autres implantations à Lille, Versailles, Nantes, Belfort.



Les laboratoires travaillent sur les relations entre les voitures et les piétons, les systèmes de transport, le lien entre les véhicules et les infrastructures, la résistance du béton et des mix bois-béton, de l'acoustique des infrastructures, des relations accidents-protection des personnes, le vieillissement du béton par la carbonatation, les routes solaires à énergie positive ou qui se réchauffent pour éviter le gel, la géothermie.

Nous avons ensuite visité les laboratoires qui comprennent des pistes d'essais pour des véhicules, pour la protection des routes contre les chutes de pierres, une dalle d'essai pour la mise à l'épreuve de pièces de béton ou d'autres pièces d'usage, des constructions en bois où sont installés des capteurs de pollution.

Informations diverses

Notre camarade Alain Le Jan nous suggère une visite pouvant convenir aux petits et surtout aux grands enfants, dans les sous-sols de la gare de l'Est pour un samedi après-midi avec de jeunes ou moins jeunes enfants.

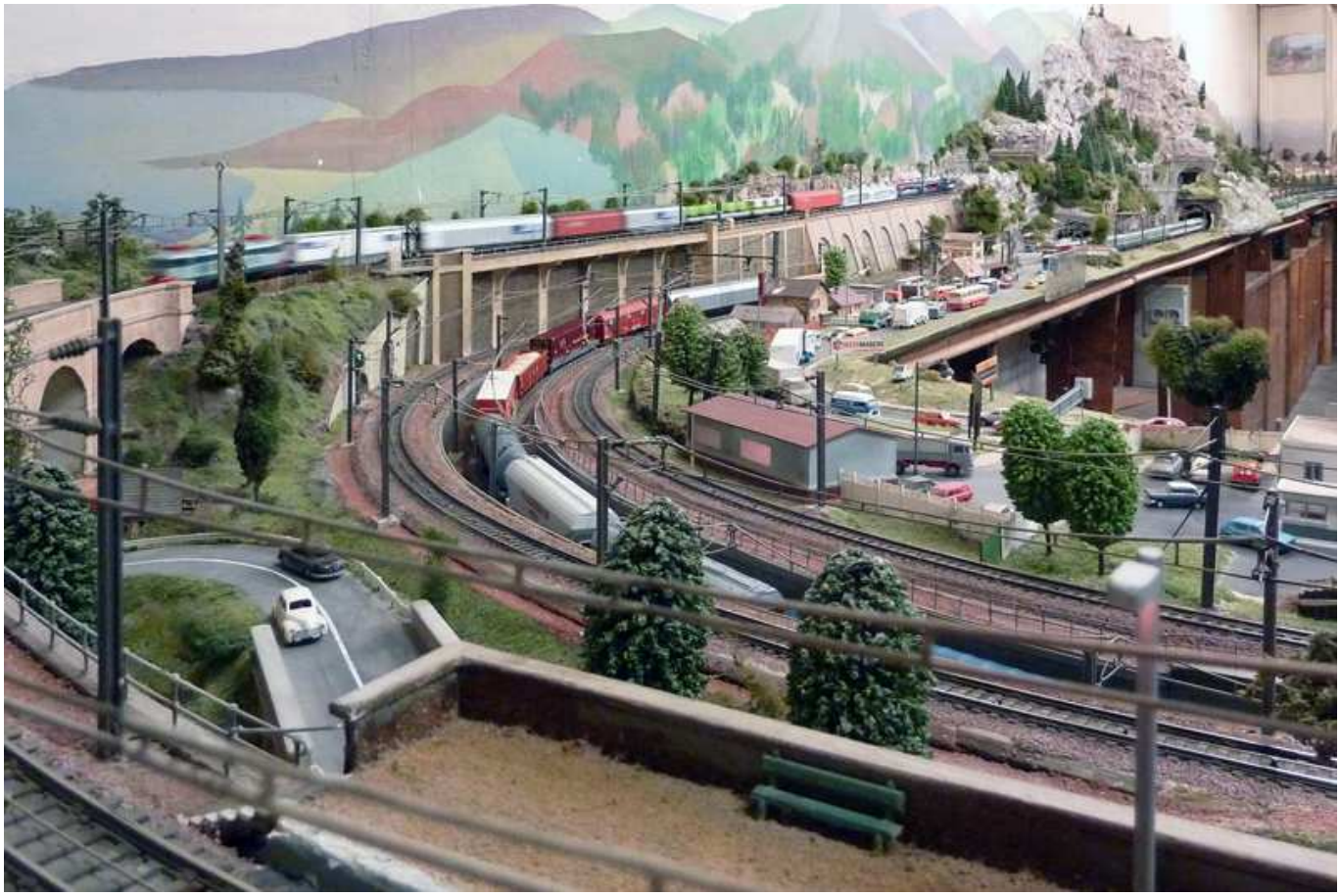
Trois réseaux géants de trains électriques gérés par l'AFAC (association française des amis des chemins de fer), gare de l'est, place du 11 novembre 1918 (cela commence par un jeu de piste pour trouver l'accès, jeu qui suscitera déjà l'intérêt de la jeunesse :

- descendre -à pieds- la rampe du parking Alsace à l'ouest de la gare, prendre la première porte (N°9) ;
- dès l'arrivée dans la cour souterraine, interphone et monter à l'étage -(sic !-).

C'est ouvert à tous le samedi après midi à partir de 14h30 et gratuit.

cf : http://afac.asso.fr/index.php/menu-afac-siege/menu-afac-siege-reseaux

tel : 01 40 38 20 92



Carnet

Nominations 

Distinctions 

Honorariat 

Décès 

Nominations

Anne-Marie Levraut a été nommée chef du corps des IPEF par arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat, et du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, en date du 22 février 2016.

Nominations dans les nouvelles DRAAF, à compter du 1er janvier 2016 :

Alsace Champagne Ardennes Lorraine : **Sylvestre Chagnard**, directeur
Aquitaine Limousin - Poitou-Charentes : Yvan Lobjoit IGSPV, directeur
Auvergne Rhône Alpes : **Gilles Pélurson**, directeur, **Bernard Viu**, directeur adjoint
Bourgogne Franche Comté: **Vincent Favrichon**, directeur, **Bruno Derouand**, directeur adjoint
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées : **Pascal Augier**, directeur
Nord Picardie : François Bonnet, IGSPV, directeur
Normandie : **Jean Cézard**, directeur

Nominations dans les nouvelles DREAL, à compter du 1er janvier 2016 :

Alsace Champagne Ardennes Lorraine : Emmanuelle Gay, ICPEF, directrice, Jean Marc Picard, directeur adjoint;
Aquitaine Limousin - Poitou-Charentes : Patrice Guyot , ICPEF, directeur
Auvergne Rhône Alpes : Françoise Noars, IGSPV, directrice, Jean Philippe Deneuvy, directeur adjoint;
Bourgogne Franche Comté: Thierry Vatin architecte et urbaniste général de l'État, directeur;
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées : **Didier Kruger**, directeur, **Cyril Portalez** et **Laurence Pujo**, directeurs adjoints;
Nord Picardie : **Vincent Motyka**, directeur, **Aline Baguet**, directrice adjointe;
Normandie : Patrick Berg (administrateur général), directeur;
Eric Legrigeois a été chargé de l'intérim de la direction de la DREAL PACA

Autres nominations

Pierre-Olivier Drège a été élu président de la coopérative Nord Seine Forêt (NSF). Il succède à Philippe Servain, qui occupait ces fonctions depuis 2013.

Anne-Marie Levraut a été nommée vice-présidente du Conseil général de l'environnement et du développement durable à compter du 6 janvier 2016.

Claude Bernhard a été nommé directeur de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France.

Sophie Villers a été nommée présidente de la section « gestion publique et réforme de l'Etat » du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux à compter du 13 février 2016.

9 décembre 2015 élections à l'académie d'agriculture de France

Nouveau Président de l'Académie pour 2016 : Paul Vialle ;
Vice-secrétaire : Constant Lecœur ;
Membres titulaires : Bernard Roman-Amat et François Houllier (section forêts et filière bois) ;
Membres correspondants : Alain Bernard (section environnement et territoires) et Guillaume Benoit (section économie et politique).

Distinctions



Nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur

Au titre du MEDDE :

Commandeur : Hubert du Mesnil
Officier : Jean-Pierre Poly ;
Chevalier : Jean-Louis Durville, Gilles Mantoux ;

Au titre du MAAF :

Chevalier : Edith Vidal.

Entrées en honorariat



Au 1er janvier 2016 : Francis Gateau ;

Au 25 février 2016 : Dominique Defrance ;

Au 1er mars 2016 : Claire Villien ;

Au 3 mars 2016 : Robert Cahuzac;

Au 8 mars 2016 : Georges Reynaud ;

Au 26 mars 2016 : Gérard Cricqui ;

Au 1er avril 2016 : Jean-Louis Humbert;

Au 7 avril 2016 : Daniel Schertzer ;

Au19 avril 2016 : François Janin ;

Au 29 avril 2016 : Marc d'Aubreby, Alain Vernède ;

Au 1er mai 2016 : Thierry Louis, Michel de Galbert ;

Au 15 mai 2016 : Guy Fradin ;

Au 16 septembre 2016 : Bernard Bezeaud.

Décès



René Ravetta **26/06/2015**

L'amicale vient d'apprendre le décès de René Ravetta survenu le 26 juin 2015 à Bonne en Haute Savoie, la veille de son 80ème anniversaire.
René Ravetta est entré à l'Agro à Paris en 1956, puis il a suivi les enseignements de l'ENEF dont il est sorti en 1960.
René Ravetta était officier du mérite agricole et chevalier dans l'ordre national du mérite.

Paul de Lagarde **30/12/2015**

Décès de Paul de Lagarde, agro de Grignon, Ingénieur d'Agronomie et enseignant en oenologie, à l'âge de 91 ans. Ses obsèques ont été célébrées le 11 décembre 2015 en l'église de Pranles en Ardèche.

Jean Carlès **30/12/2015**

Décès de Jean Carlès (Agro 58, ENEF 60) à l'âge de 79 ans. Ses obsèques ont eu lieu le Lundi 4 Janvier à 10h30 à l'église Saint Roch de Gap.

Roger Francès **10/01/2016**

Décès de Roger Frances, survenu le 10 janvier dernier, dans sa 88ème année.
Roger Frances était entré à l'Agro à Paris en 1948. Il avait ensuite suivi les enseignements de l'ENEF à Nancy dont il était sorti en 1952.

Jean Puyo **18/01/2016**

Décès de Jean Puyo, ingénieur général honoraire du GREF, survenu le 18 janvier 2016 dans sa 94ème année.
Jean Puyo était entré à l'Agro à Paris en 1942, et était sorti de l'École Nationale
du Génie Rural en 1948.
Ses obsèques ont été célébrées à l'église d'Arzacq (Pyrénées Atlantiques), le vendredi 22 janvier.

Georges Touzet.

Décès de.Georges Touzet
Georges Touzet était entré à l'Agro en 1950 ; à la sortie en 1952, il intègre l'École nationale des eaux et forêts (1952-1954).
Décoré de la croix de la valeur militaire, Georges Touzet était chevalier de la Légion d'Honneur, chevalier dans l'ordre national du mérite et chevalier des Palmes académiques. Il était commandeur du mérite agricole
Les obsèques ont eu lieu mercredi 3 février à à Brest.

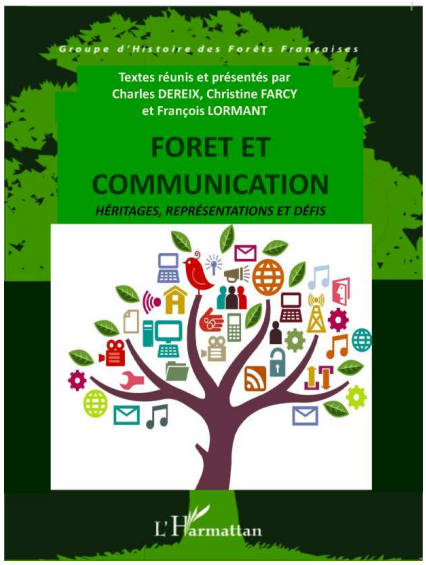
Gilbert Brenet **14/01/2016**

Décès de Gilbert Brenet, le 14 janvier, dans sa 94 ème année.
Formé à l'ENSA de Montpellier, Gilbert Brenet, a été tout au long de sa carrière professionnelle, un acteur important de l'Ecole Nationale d'Industrie Laitière (ENIL). Il fut tour à tour, professeur à l'ENIL de Mamirolle, puis directeur des ENIL de Mamirolle et de Poligny, Inspecteur National de l'Enseignement Agro-alimentaire, pour terminer sa carrière en qualité d'Ingénieur Général d'Agronomie.

Francis Gaudemard **14/02/2016**

Décès de Francis Gaudemard le dimanche 14 février 2016.
Francis Gaudemard est entré à l'Agro, à Paris, en 1956. Il a ensuite suivi les enseignements de l'ENEF à Nancy, dont il est sorti en 1960.
Ses obsèques ont été célébrées le vendredi 19 février en l'église St Jean à Châlons en Champagne.

Publications signalées



FORÊT et COMMUNICATION :
Héritages, représentations et défis

Textes réunis et présentés par
Charles Dereix, Christine Farcy et François Lormant
Avant-propos d'Andrée Corvol, présidente d'honneur du GHFF

Paris, L'Harmattan, à paraître dans la collection « Environnement », 2016, 422 pages. **Prix public : 32,50 €**

Après *Regards sur la forêt* en 2014 et *Forêt et montagne* en 2015,

voici le nouveau livre du GHFF

Le présent ouvrage est le fruit du programme de recherche, initié en 2009 par le Groupe d'Histoire des forêts françaises et l'Université catholique de Louvain (UCL) : « Arbre, forêt et bois, politiques et communications XVIe-XXIe siècle ». Sous la direction d'Andrée CORVOL (CNRS, ENS Ulm Paris, France) et de Christine FARCY (Université Catholique de Louvain, Belgique), le programme d'étude a fédéré des chercheurs français et belges issus de différents horizons disciplinaires : Histoire, Économie, Sociologie, Ethnologie, (Bio-)Géographie, Droit, Sciences politiques et Sciences de la Communication.

Ce programme est parti du constat qu'au cours de l'histoire, les représentations sociales de l'arbre et de la forêt ont été forgées par l'utilisation de leur image à des fins diverses, religieuses, politiques voire commerciales. Aujourd'hui, arbres et forêts bénéficient d'une image globalement positive. Cette image peut cependant s'avérer très éloignée de la situation économique et sociale vécue par les acteurs directement concernés par le devenir des espaces forestiers que sont les propriétaires, les gestionnaires et autres partenaires de la filière-bois. Parfois considérés comme les détenteurs symboliques d'un bien qui appartiendrait à tous, les propriétaires forestiers voient leur légitimité s'éroder. Ils observent avec crainte le fossé se creuser entre le public et eux. Ils constatent que leurs actes de renouvellement et d'exploitation de leur forêt font de plus en plus souvent l'objet de contestations.

L'objectif du programme était donc de comprendre la genèse de ces contradictions et paradoxes et ensuite de proposer les lignes de force d'une communication forestière nouvelle, susceptible de contribuer à une meilleure compréhension entre les forestiers et le public, voire à une réconciliation autour d'enjeux de société partagés.

Le programme de recherche et ce livre ont bénéficié du soutien du ministre wallon chargé de la Forêt, du ministère français de l'Agriculture, du service public de Wallonie, du Syndicat des sylviculteurs du sud-ouest, de l'ONF et de la Fondation François Sommer pour la chasse et la nature.

Le livre est vendu par souscription au prix de **27,50 €** (frais de port inclus). Pour commander, merci de renvoyer ce coupon rempli, avec votre règlement (chèque à l'ordre du GHFF), au trésorier du GHFF :
François Lormant, Institut François Gény, Université de Lorraine, 13 place Carnot, 54035 Nancy cedex

Nom :
Prénom :
Adresse :
Nombre d'exemplaire(s) commandé(s):

Souscription jusqu'au 31 mai 2016 :
27,50 € frais de port inclus, au lieu de 32,50 € prix public

Prochaines activités



Mercredi 25 mai 2016

Assemblée générale de l'Amicale

Comme tous les ans à l'ENGREF - 19, avenue du Maine dans le XV° arrondissement - l'Amicale invite tous ses adhérents à se retrouver en Assemblée générale,

✓à 10h00 dans la salle 208 ;
✓à 12h 00 dans le gymnase pour le pot de l'amitié.

* * *

Journées thématiques

✓ **Mercredi 19 mai : colloque de lancement de la célébration du tricentenaire du corps des ponts et chaussées (sous réserves).**

* * *

Manifestations mensuelles

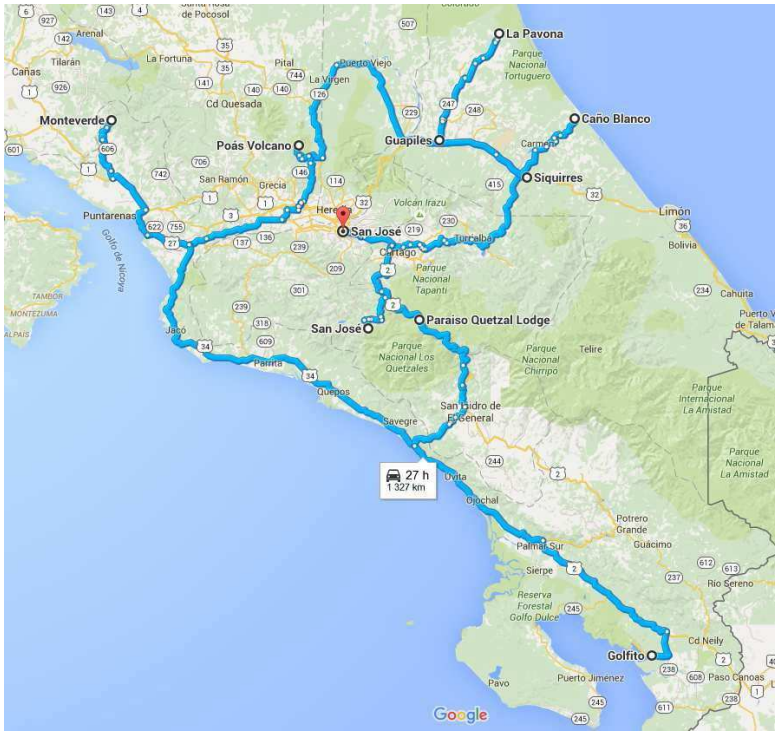
- ✓ **23 mars : entrée en honorariat de Dominique Defrance et Michel de Galbert ;**
- ✓ **23 avril ;**
- ✓ **25 mai : pot de clôture de l'Assemblée générale ordinaire ;**
- ✓ **18 mai: entrée en honorariat de Guy Fradin.**

* * *

Prochain voyage d'études au Costa Rica

✓ **Période : du dimanche 3 au vendredi 17 avril 2015**

Les inscriptions sont closes.



Autres infos …

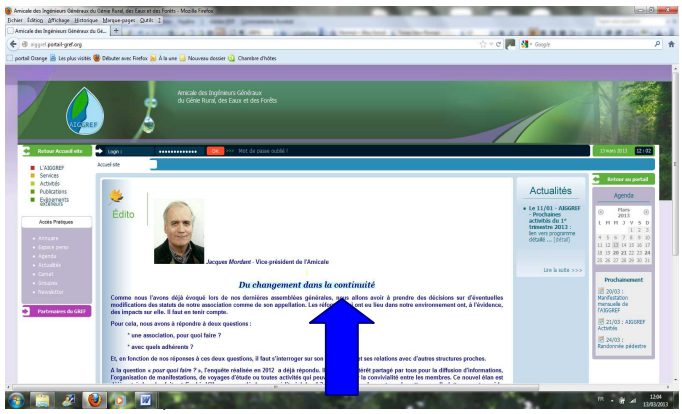
Le prochain bulletin trimestriel

n° 16

sera diffusé

le 15 juin 2016





http://aiggref.portail-gref.org/

Rejoignez-nous

Amicale

des ingénieurs généraux des ponts, des eaux et des forêts

IGPEF
IGGREF

Bulletin d'adhésion annuelle 2016

(S.V.P. remplir en majuscules)

❑ M. ❑ Mme …… ……

Adresse……N° ……

Rue……

Code Postal……Ville…… Pays……

Tél……e-mail ……

	IG (ou équivalent) en activité	*IG honoraire*	*autre qu'IG*
Cotisation	❑ 40 €	❑ 25 €	❑ 25 €

Bulletin trimestriel : envoi par courrier postal de la version « papier » 16 pages couleur

❑ 10 €

Bulletin d'adhésion à renvoyer avec votre chèque libellé à l'ordre de l'AIGPEF

à Michel Penel – Trésorier - adjoint

AIGPEF - 251, rue de Vaugirard 75732 Paris Cedex 15